

La France peut-elle redémarrer ? Le poids des tares anciennes

Posté le : 21 juillet 2020 16:48 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile
 Catégorie: Concepts fondamentaux, Crise systémique, Attitudes, Economie et politique

Comme la France, devenue impuissante, se refuse à émettre officiellement un diagnostic officiel de ce qui entrave gravement sa prospérité, les meilleurs se contentant de présenter des synthèses plus ou moins complètes des résultats consternants qui découragent les Français et démonétise le pays, le débat sur les causes récurrentes de nos tourments est évacué et ne permet aucune action correctrice.

Pour beaucoup, la crise sanitaire a créé une situation nouvelle qui rend caduque toutes les analyses anciennes des causes des difficultés. Inutile de faire revivre d'anciens débats : Projetons-nous radicalement dans la nouvelle situation. Cette posture est au mieux candide. Les forces qui ont fait sombrer le pays depuis 1971 sont connues et restent actives. Mieux vaut rappeler qu'elles sévissent toujours.

La première tare, la plus grave, est le caractère désastreux du système de changes flottants mis en place par les Accords de Kingston après l'abandon du système de Bretton Woods de facto en été 1971. Pourquoi est-il désastreux ? Parce qu'il a permis aux Etats-Unis de creuser leurs déficits et d'inonder à volonté le monde de dollars ne correspondant à rien et que réciproquement, il a autorisé d'autres pays à accumuler d'énormes excédents dont le recyclage a créé la double hélice de crédits donc de dettes que Jacques Rueff a si magnifiquement dénoncée. Il en est résulté des crises financières à répétition et un gonflement inédit des dettes alimentant une spéculation financière effrénée. En acceptant la Chine dans le jeu des échanges mondiaux, la situation a dévié dans des proportions irrattrapables. La création d'une monnaie unique en Europe, qui elle non plus ne permet plus l'ajustement des balances de paiements et creusent les déficits en les pérennisant, a encore aggravé les choses. Tout est désormais déséquilibré dans les échanges mondiaux. La réforme des systèmes monétaires internationaux défectueux n'est sur aucun « agenda ».

Le Sars-cov-2 dans cette affaire n'a rien arrangé, même si les échanges réels ont spectaculairement baissé, les déséquilibres ont continué à se creuser avec les conséquences habituelles. Les montants atteignent maintenant des sommets improbables qui nous mènent dans des terres inexplorées.

A côté de cette cause externe, cruciale pour comprendre l'évolution de l'économie depuis 50 ans, il faut citer une cause propre à la France que nous appelons l'Enarchie Compassionnelle. La France est dirigée par une classe de hauts fonctionnaires interchangeable qui a développé sa propre idéologie et ses propres pratiques, qui lui assurent un pouvoir exclusif sur les rouages de la décision publique. Giscard, Chirac, Hollande, Macron, comme présidents, Chirac, Fabius, Rocard, Juppé, Jospin, Villepin, Philippe, Castex, comme premiers ministres, n'ont laissé que des miettes aux hommes politiques non issus d'un corps de haut-fonctionnaires. On compte les non-fonctionnaires sur les doigts d'une main Cresson, Bérégovoy, Raffarin, Fillon, Valls, si on laisse de côté Caseneuve qui a fait un court intérim. Ayrault comme Bérégovoy ou Barre étant des enseignants. Au total les périodes où il n'y a pas eu un énarque ou président ou premier ministre sont ridiculement courtes, la plus longue étant la période de Sarkozy-Fillon. La haute fonction publique ne l'a pas pardonnée et a lancé des attaques féroces via les juges pour que cela ne se reproduise plus. L'un et l'autre ont été disqualifiés par une course à l'inculpation judiciaire tout à fait remarquable. Bérégovoy est mort. Valls est parti en Espagne tenter sa chance. Cresson n'a fait qu'un tour de piste. Raffarin n'a pas

imprimé, tellement il était encadré et sans pouvoir ni envie de l'exercer.

Soyons clairs : la haute fonction publique tient à la fois l'administration et le politique, et il est impossible de vaincre ce mammoth qui tient seul la barre. Depuis que les décisions stratégiques ont été laissées à l'Europe, que l'alignement pro américain est quasi-total, et que le droit a été concédé à des instances juridiques nationales et surtout internationales, la politique de cette caste est d'arbitrer uniquement les questions étroitement nationales. Arbitrer pour elle, c'est arroser et réglementer et taxer. La France est administrée par une administration obèse qui a réussi à faire du pays le leader mondial des impôts et de la dépense publique, dans un cadre réglementaire totalement étouffant.

La crise sanitaire a révélé un système de santé dominé par une bureaucratie centrale et régionale écrasante, ayant ses objectifs propres et incapables de réagir rapidement et de façon ordonnée. Près de 10.000 fonctionnaires centraux, la même chose dans les Agences régionales de santé, à 80% femmes fonctionnaires de catégorie A, est-ce bien utile ? Une entreprise de 20.000 employés disposant des mêmes rémunérations devrait faire au moins 10 milliards de chiffres d'affaires hors taxe ! Avec 100.000 personnes moins bien payées Sanofi fait plus de 50 milliards de CA.

Tout le monde a pu vérifier que l'information était totalement aux ordres. Et on a glorifié les « soignants ». Hou les vilains mandarins ! Désormais, il y a « la science », en fait les labos, et les fonctionnaires de la recherche médicale publique, et les syndicats, représentants des soignants. Les médecins ? Connais-pas !

Cette caste ne sait pas porter une cause internationale forte, comme par exemple la réforme des systèmes monétaires. Elle est surtout soucieuse de n'avoir pas d'ennuis avec les fonctionnaires qui font à peu près ce qui veulent en s'appuyant sur des syndicats qui savent qu'ils gagnent tout ce qu'ils veulent. L'énarchie a tué l'enseignement, la médecine, l'industrie, les arts et les lettres. Elle laisse faire sur toutes les questions de sociétés. L'immigration n'est pas pour elle un problème.

L'important, c'est de perdurer en cachant ce qu'il faut cacher de la réalité pour ne pas avoir trop de réactions.

Le système Macron est caricatural. Avoir engagé près de 650 milliards de dettes, pour une valeur ajoutée des entreprises privées non financière autour de 1100 milliards probable en 2020, est totalement déraisonnable. On va vers 3.000 milliards d'euros de dettes à fin 2021, ce qui est ingérable.

Nous l'avons répété à plusieurs reprises sur ce blog, il fallait mettre tous les Français hors activité à 60% de leur revenu normal pendant le confinement, fonctionnaires, chômeurs et retraités inclus. Il était totalement inutile de faire des prêts irrécouvrables aux pays d'Europe du sud en difficulté. Et répéter indéfiniment que la seule solution était désormais de travailler, travailler, travailler, pour récupérer des ressources et couvrir les besoins qui ne pourront plus l'être en comptant sur les marchandises à bas prix de la Chine et de l'Inde. Il fallait immédiatement passer aux 40 heures, aux 5 semaines de congés, et à la retraite à 66 ans, tout en réduisant les frais généraux de la nation, notamment en encadrant fermement les dépenses des régions, voir en supprimant cet échelon parfaitement inutile.

Les vraies urgences consistent aujourd'hui en matière constitutionnelle à remettre l'explicitation des droits de l'homme in fine entre les mains du peuple, en indiquant comme en Allemagne qu'il n'y a rien au-dessus du peuple et du Conseil Constitutionnel français, et en refusant le coup d'état des juges de la CEDH et de la Cour de Justice qui prétendent élaborer la loi en fonction de principes généraux. De même il faut interdire à tout fonctionnaire la possibilité d'être élu dans une assemblée qui fixe son statut et ses conditions d'existence. Il faut interdire toute rémunération multiple d'argent public. Cumuler les salaires et indemnités publics est scandaleux.

Pour le reste il faut retrouver une diplomatie propre, permettant notamment de remettre en cause les systèmes monétaires dysfonctionnels. Ce qui suppose un peu de travail et de courage. Et repenser la politique démographique, loufoque et dangereuse en France.

Au lieu de cela, Emmanuel Macron s'est lancé dans une fuite en avant politicienne et électoraliste, basée sur une dette débridée et l'absence de toute décision courageuse. La France le paiera cher.